

du moment que vous empêchez le manufacturier d'exercer une concurrence raisonnable, vous détruisez son énergie.

Plusieurs voix—Ecoutez ! écoutez !

M. MACDONALD—Mais je soutiens que lorsque vous l'exposez à des risques immédiats, vous assurez sa ruine. Je dis que je ne veux pas chasser les produits américains de nos marchés. Je veux que le consommateur retire la plus grande somme de profits possible, que le fabricant ait toujours à combattre "un adversaire digne de lui." Je me suis efforcé d'étudier l'impression générale de la Chambre. Je trouve réunis ensemble les représentants de sept provinces, dont les intérêts sont différents les uns des autres. Je vois représentée la grande province agricole et manufacturière de l'Ouest, et immédiatement auprès j'en vois une autre qui doit sa prospérité à la navigation. Un de nos honorables amis nous vient d'un pays éloigné, que de grandes distances et des chaînes de montagnes séparent de nous. Les intérêts des uns sont contraires à ceux des autres. Je pense que les vues que j'ai exprimées sur le sujet sont extrêmement raisonnables, et se recommandent d'elles-mêmes au bon sens et au jugement des membres de cette Chambre.

L'honorable préopinant a mis tant soit peu de chaleur dans son discours. On nous a fait la remarque que des représentants des provinces maritimes s'étaient rendus auprès du ministre des Finances et lui avaient fait d'instantes représentations. Je ne puis dire si c'est le cas, mais je prétends que si le fait est réel, ce n'était pas le parti le plus sage à prendre. Le jour viendra où eux aussi auront besoin qu'on veille à leurs intérêts. Il me serait très-pénible de voir le député d'Ontario aller auprès du ministre des Finances, ou de tout autre membre du ministère et se déclarer contre tout ce que les représentants de la Colombie-Britannique, des provinces maritimes ou du Manitoba seraient en état de prouver être pour le plus grand avantage du Canada.

Je veux bien faire remarquer ce que le discours sur le budget m'a paru contenir de faux. Le ministre des Finances a prétendu que la dépression dans les valeurs avaient été une source

de prospérité pour le pays, en permettant des achats plus considérables à des prix plus réduits. L'honorable député devrait se rappeler que la baisse dans les valeurs implique toujours une dépression dans les ressources de l'ouvrier, et qu'il vaut mieux pour lui avoir un salaire plus élevé et payer un peu plus pour sa demeure et ce qu'il achète.

Il y a, cependant, un point sur lequel personne ne s'est arrêté, et je veux donner au ministère tout l'avantage qui lui en revient, d'autant plus que, dans mon idée, c'est un rayon d'espérance pour l'avenir. Je veux dire que pendant qu'il y a eu une diminution considérable dans nos importations, que le revenu s'en est nécessairement ressenti, je vois dans cette dépression le commencement d'une nouvelle ère. Il est évident que nous nous instruisons de l'expérience, et que nous allons commencer à mettre en pratique une politique d'économie, ce qui est propre à nous assurer les plus brillantes espérances pour l'avenir. Je suis bien consentant à mettre aussi au crédit du ministère que, malgré un surcroît de dépenses de \$176,000, les réductions s'élèvent à \$3,250,000, soit une diminution de près de \$2,500,000. Il y a aussi d'autres questions sur lesquelles j'aurais aimé à m'étendre, mais je crains d'avoir peut-être abusé de l'attention de la Chambre. Je désire, cependant, faire encore une remarque avant de reprendre mon siège. Dans son discours, l'honorable ministre des Finances dit : "Que dans un nouveau pays comme le nôtre, protéger nos manufactures est de bonne politique." J'accepte cette déclaration comme preuve qu'il reconnaît la justice de leurs droits à la protection.

Je ne ferai qu'ajouter, que faire subir au tarif de fréquents changements, de ces modifications sans raison et indigestes—expose à des dangers ; qu'il est à craindre que si on demandait à cette Chambre, ce à quoi je m'attendais de la part de l'honorable député, d'apporter à ce moment des changements au tarif, cela comporterait un certain danger. J'espère que pendant la vacance l'honorable ministre des Finances prendra sous sa considération la plus sérieuse les intérêts de toutes et chacune des industries. Je suis disposé à soutenir une politique de ce genre, me rap-